Quand Pékin chante la mondialisation capitaliste - La Chine au temps de Trump

lundi 30 janvier 2017, par [ROUSSET Pierre](#) (Date de rédaction antérieure : 30 janvier 2017).

Donald Trump a fait de la Chine l'un des ennemis favoris. Cependant, en se retirant des accords multilatéraux tels le traité de libre-échange transpacifique (TPP) [1], il ouvre une véritable avenue aux ambitions chinoises. Depuis plus de deux décennies, Pékin prépare avec constance les bases d'un leadership international. La compétition sino-américaine s'est progressivement aiguisée. L'élection du nouveau président des Etats-Unis devrait donner un coup d'accélérateur aux bouleversements géopolitiques en cours.

Sommaire

- [Pékin postule à la succession](#)
- [Construire son hégémonie](#)
- [Un acteur global](#)
- [Tensions économiques intérieur](#)
- [Une société en pleine évolutio](#)

L'orientation de Trump peut évoluer en fonction, notamment, des décisions du Congrès, des négociations au sein du Parti républicain, des mobilisations sociales. Pour l'heure, il propose à Poutine une coopération aux dépens, notamment, de l'Union européenne et de la Chine ; il recourt à la menace et au chantage vis-à-vis de grandes entreprises ou de chefs d'Etat (Mexique) ; il donne la prééminence aux rapports bilatéraux sur le plan international : il espère pouvoir ainsi imposer sa loi à l'occasion de chaque face à face. Il fait de la brutalité, de l'arrogance, de la vulgarité et de la politique du Tweet une marque de fabrique. Il agit comme si les Etats-Unis étaient tout puissants, ce qui est loin d'être le cas. Il risque de donner un tour pathologique à une crise de leadership mondial qui existait déjà sous Obama (mais dont ce dernier était au moins conscient).

Pékin postule à la succession

Donald Trump signifie plus de chaos encore que précédemment, ce qui va poser problème à chaque pays, y compris la Chine dont les exportations aux Etats-Unis pourraient se voir opposer de fortes taxes douanières. Les cadres de concertation interétatiques ou de règlementations collectives entre bourgeoisies sont menacés de paralysie, voire de disparition. Pour dire les choses sans nuances, l'ordre néolibéral agonise. Quant à la garantie de protection apportée à ses alliés par les Etats-Unis, elle avait déjà perdu beaucoup de sa crédibilité, en Asie tout particulièrement. L'unilatéralisme et la vision pour le moins étriquée du monde affichée par le nouveau président ne font rien pour rassurer !

Pékin n'a pas tardé à réagir à cette nouvelle donne. Dès la réunion du Forum économique mondial de Davos qui s'est achevé le 20 janvier dernier, le président chinois Xi Jinping a spectaculairement défendu les bienfaits de la mondialisation capitaliste, histoire de dire : puisque Washington s'efface,

nous prenons le relais. La façon dont Trump a traité le président mexicain ne passe pas inaperçue, pas plus que l'attitude conquérante de l'ambassadrice Nikki Haley aux Nations unies, promettant que son pays allait « *montrer sa force* ». Avant son premier entretien avec le nouveau secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres, elle a affirmé – devant les journalistes accrédités auprès de l'institution – « *Pour ceux qui ne nous soutiennent pas : nous notons vos noms* » et « *nous répondrons en fonction* ». La représentation chinoise peut espérer tirer profit de l'exaspération que provoquent ces comportements méprisants.

Le leadership chinois n'est pas qu'une affaire de posture. Il est déjà une réalité en Asie-Pacifique. On peut maintenant dire que l'affaire est pliée en mer de Chine du Sud où la « poldérisation » et la militarisation de l'espace maritime par Pékin [2] a gagné un caractère irréversible (sauf à envisager un conflit de grande envergure), ce qui représente une victoire majeure sur le triple plan diplomatique (la politique du fait accompli fait ses preuves), géostratégique (l'accès à l'océan) et économique (le contrôle des ressources de pêche, plus encore que du pétrole). Sans presque tirer un coup de feu, si ce n'est de semonce, ce succès géopolitique est au moins aussi important que celui de la Russie en Syrie, même s'il est plus discret.

Donald Trump veut faire plier la Chine ; mais comment ? Des droits de douane aux frontières US n'auront aucun effet sur l'emprise chinoise en Asie orientale. Il a manifesté son admiration pour le nouveau président philippin, Rodrigo Duterte, un homme à poigne comme il les aime. Un chef d'Etat (Trump) qui vient de réhabiliter dans une interview l'usage de la torture n'a évidemment rien à redire envers un autre chef d'Etat (Duterte) qui foule quotidiennement aux bottes les droits humains. Cependant, le régime philippin flirte ouvertement avec Pékin, alors que l'archipel est une pièce maîtresse – en fait irremplaçable – du dispositif politique et militaire US dans la région... face à la Chine, précisément !

Donald Trump a-t-il une idée de comment contrer la Chine dans sa zone d'influence immédiate ? Pour l'heure, il semble que non. Selon son humeur, regardera-t-il ailleurs ou ordonnera-t-il à la VII^e Flotte US de faire une démonstration de force aux conséquences aléatoires ? A-t-on jamais vu tant d'incertitude quant aux orientations asiatiques de la principale puissance mondiale ? Cette incertitude joue en faveur de Pékin – et va alimenter l'escalade militaire dans la région, à savoir avec le Japon.

Lors d'une conversation téléphonique, Trump aurait certes assuré le Premier ministre Abe du soutien « indéfectible » des Etats-Unis envers le Japon. La crédibilité du propos n'est pas évidente. On peut penser que les faucons de l'impérialisme nippon ne vont pas jouer leur avenir sur de telles promesses, d'autant plus que les aléas de la politique intérieure US vont au-delà de tout ce qui était envisagé. Gageons donc que dans cette situation, Tokyo va continuer à renforcer ses propres capacités militaires – jusqu'à l'armement nucléaire ? Le principal obstacle à la montée du militarisme nationaliste nippon reste l'attachement de la majorité de la population à la clause pacifiste de la Constitution du pays.

Afin notamment de faire pression sur la Chine et l'Inde pour les forcer à rejoindre à leurs conditions une vaste zone de libre-échange (ou sinon pour les isoler), les Etats-Unis avaient initié le Partenariat transpacifique (TPP). Pékin a riposté en constituant le Partenariat économique global régional (RCEP) qui est plus ambitieux encore et a connu un succès plus rapide que l'initiative US. Ils sont maintenant en meilleure position pour le promouvoir, alors qu'il s'adresse aux pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Asean) et au-delà au Japon, à la Corée du Sud, à l'Inde, à l'Australie, à la Nouvelle-Zélande. Cette fois encore, l'enjeu géopolitique est considérable [3] – mais ignoré apparemment de la présidence Trump.

Construire son hégémonie

Si Pékin est en mesure de profiter du repli US, c'est que depuis deux ou trois décennies, le régime chinois pilote consciemment et en tous domaines son déploiement international. Prenons quelques exemples sur le plan économique ou technologique.

Les terres rares (à savoir 17 métaux indispensables aux technologies de pointe). Pékin contrôle aujourd'hui ce marché que les USA dominaient jusqu'en 1984. Pour Ludovic Jeanne, Directeur de l'Institut du Développement territorial, la mise en place de sa stratégie de monopole remonte au début des années 1980 [4]. En 1992, la production chinoise dépasse des Etats-Unis dont l'industrie militaire devient dépendante à l'égard de la Chine pour ses approvisionnements ! Depuis, Washington tente de redresser la situation, mais fait face, pour se faire, à de nombreuses difficultés.

Pour Ludovic Jeanne, la bataille fait rage entre puissances économiques pour le contrôle des matières premières et, avec celui des terres rares, « *la Chine dispose d'un outil de puissance durable* ».

Les compagnies pétrolières. Exportatrice de pétrole jusqu'en 1993, la Chine est devenue le premier importateur en 2014 et le second consommateur. Pour Emmanuel Hache, économiste et prospectiviste, depuis le début des années 2000, « *la politique du "Go Global" (la stratégie chinoise d'investissement à l'étranger) a permis à la Chine d'internationaliser ses compagnies nationales, de diversifier ses sources d'approvisionnement et d'investir massivement à l'étranger dans le secteur énergétique* ». [5]. Recherche de marchés, captation de ressources, montée en gamme technologique, investissement dans les infrastructures transnationales d'acheminement des hydrocarbures vont de pair. Des champions nationaux sont créés, donnant finalement naissance à des compagnies verticalement intégrées. Selon Forbes, en 2015, CNPC arrivait ainsi à la 3^e place mondiale en matière de chiffre d'affaires et Sinopec à la 4^e, devançant notamment les *supermajors* Shell, ExxonMobil et BP dans ce classement.

Industrie aéronautique et spatiale. Dans ce domaine de très haute technologie, le gouvernement chinois a pour ambition de combler en son retard rapidement avec, pour objectifs, d'envoyer une sonde sur la face cachée de la Lune d'ici 2018 et de lancer une première sonde sur Mars d'ici 2020. Dans le domaine de l'astronomie, le plus grand radiotélescope du monde (FAST) a été mis en service dans la province du Guizhou, en septembre 2016 [6]. Il a 500 mètres d'ouverture et se voit doté d'un système de détection qui permet de suivre un objet dans le ciel plus longtemps que pour les radiotélescopes existants.

Pékin annonce aussi avoir construit le plus gros hydravion du monde (le AG600), qui avoisine la taille d'un Boeing 737. L'AG600 pourrait opérer en mer de Chine méridionale où Pékin a établi un complexe de bases militaires. Le gouvernement chinois « cherche à réduire sa dépendance envers les constructeurs étrangers comme l'américain Boeing et l'européen Airbus. En juin, l'avion régional chinois ARJ21 a effectué son premier vol commercial, point culminant d'un programme aéronautique lancé il y a quatorze ans et destiné à doter la Chine d'un avionneur crédible » [7]. Un modèle d'avion furtif (profilé pour échapper aux radars) a aussi été conçu.

Innovations technologiques. La Chine n'est plus, depuis belle lurette, une pie voleuse de technologies nippo-occidentales. Pour Bruce McKern [8], conseiller pour la Société de la Route de la soie (Hong Kong), elle a franchit trois étapes : passer de copier à adapter à ses besoins propres, atteindre les standards mondiaux, ouvrir de nouveaux champs de recherche. Le gouvernement chinois a créé un écosystème favorable à la recherche. Résultat : les entreprises chinoises représentent maintenant un sérieux concurrent pour les multinationales traditionnelles, agissant de

l'intérieur même des marchés des pays développés. Pour ce faire, elles acquièrent des sociétés de taille moyenne, particulièrement en Europe - et notamment en Allemagne. D'autres ont implanté des centres de recherche et développement dans des zones privilégiées comme la Silicone Valley aux Etats-Unis - il en va ainsi de Huawei, fabricant d'équipement de télécoms et de Smartphones.

Un acteur global

La Russie reste loin en avance par rapport à la Chine dans le domaine aéronautique et spatial. Elle a un secteur énergétique performant et des industries extractives puissantes : gaz, pétrole, charbon, métaux non ferreux... Son industrie d'armement est florissante (avions de chasse, sous-marins). Elle a gagné la main sur le théâtre d'opérations syrien. L'élection de Donald Trump renforce considérablement sa position géostratégique en Europe orientale, alors que l'avenir de l'OTAN devient plus incertain. Est-ce pour autant un véritable acteur global au sens où on peut l'entendre dans le cas chinois ? C'est très discutable.

Désormais, la Chine s'impose effectivement comme une puissance globale [9]. Elle a initié des institutions financières multilatérales, dont la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (BAII ou - sigle anglais - AIIB) en concurrence avec le FMI. La BAII a pour zone de compétence l'Asie du Sud-Est et l'Asie centrale (dont les ex-Républiques musulmanes d'URSS). Elle comptait, au 15 avril 2015, 57 membres y compris l'Australie, l'Allemagne, l'Autriche, la France, l'Italie, les Pays-Bas, le Royaume-Uni - au grand dam des Etats-Unis qui avait exercé de fortes pressions pour les en dissuader !

La Chine internationalise sa monnaie (le yuan ou renminbi), intégré au paquet de devises du FMI. Elle est le premier partenaire commercial de plus de 130 pays. Elle est présente presque partout et se trouve à même d'offrir concrètement des alternatives aux Etats-Unis jusqu'en Amérique latine - Trump ferait bien d'y penser avant de se mettre à dos les gouvernements de cette région.

Pékin ne s'est pas engagé dans les guerres d'Irak et de Syrie. La diplomatie économique chinoise a profité de cette neutralité pour faire de très lucratives affaires dans bon nombre de pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. Son implantation dans cette région est ainsi bien plus large que celle de la Russie.

La présence chinoise en Afrique de l'Est et du Sud est telle qu'elle laisse en plus d'un lieu une véritable empreinte géographique, comme le note Jérôme Chenal, de l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne [10]. Le rôle de la Chine dans la « fabrication » de villes africaine est évident dans le cas d'importants projets d'équipements qui en modifie les structures (le tram d'Addis-Abeba...) ou le développement de Zones économiques spéciales. Plus étonnant - et d'un certain point de vue plus significatif - est l'impact involontaire de son offre économique, comme l'illustre l'exemple de Yaoundé (Cameroun).

La Chine inonde les marchés du tiers monde de motos à bas prix. A Yaoundé, « *la moto individuelle et, surtout, la moto-taxi sont venues pallier l'absence de transports urbains, permettant à des milliers de personnes de se déplacer des centres-villes aux périphéries les plus lointaines ou réputées difficiles d'accès.* ». En conséquence, la ville s'étale sans cesse, irrésistiblement, à l'encontre des politiques d'urbanismes qui visent à créer des villes denses et structurées. Les maisons remplacent les terres agricoles. Le régime foncier pousse à la construction qui vaut droit d'occupation. La multiplication des parcelles facilite le développement de la famille nucléaire.

Ce n'est certes pas la première fois qu'une puissance étrangère remodèle la structure démographique, le paysage, la formation sociale d'un autre pays - mais cette « empreinte » est

précisément la marque de sa puissance. Ainsi d'ailleurs que les « obligations diplomatiques » liées à la dépendance économique. Pékin évoque « *le soutien d'une vingtaine de pays africains à ses revendications en mer de Chine* » dont « *seuls sept assument ouvertement* » leur appui : la Gambie, le Kenya, la Mauritanie, le Togo, le Burundi, le Lesotho et le Niger [11]. On parle dorénavant de la Chinafrique à l'instar, plus classiquement, de la Françafrique.

Pékin ne s'est pas engagé dans les guerres d'Irak et de Syrie. La diplomatie économique chinoise a profité de cette neutralité pour faire de très lucratives affaires dans bon nombre de pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. Son implantation est ainsi bien plus large que celle de la Russie.

Le gouvernement chinois ne se contente évidemment pas de planifier le déploiement économique du nouvel impérialisme chinois. Il en va de même dans le domaine militaire [12]

La crise climatique. Il est cependant un domaine où la Chine n'offre pas d'alternative au repli des Etats-Unis : le réchauffement atmosphérique. Pékin est confronté à une crise de première grandeur qui affecte gravement la santé de la population : de multiples pollutions. Une loi (applicable à partir de janvier 2018) vient d'être adoptée sur les rejets de polluants dans l'air, l'eau, le sol, ou encore sur la pollution sonore.

Cependant, ni le dioxyde de carbone (CO₂), principal responsable du réchauffement de la planète, ni les déchets nucléaires ne sont concernés [13]. Grâce au climato-septicisme de Trump, la Chine est moins incitée encore que par le passé à agir dans le cadre de la COP.

Tensions économiques intérieures et expansion internationale

La société chinoise vit à l'heure du capitalisme, ce qui crée parfois des rapprochements étonnants. Ainsi à Shanghai, une crise a éclaté entre les plateformes VTC d'Uber et Didi (le Uber chinois) d'une part, et les taxis réguliers d'autre part. chinois. Les autorités ont tranché en faveur des taxis, excluant du marché les ruraux qui ne peuvent présenter une plaque d'immatriculation shanghaienne.

La crise fait partie du système. Le choc Trump sur l'exportation arrive à un mauvais moment. La bulle immobilière n'a pas éclaté, mais n'est pas résorbée pour autant. La dette chinoise dépasse 250 % du PIB (contre 141 % en 2008)- dont 160% sont celle des entreprises. Les sociétés « zombies » dans le secteur public souffrent de surcapacité de production. Le yuan s'affaiblit trop au goût des autorités qui, par ailleurs, n'arrivent pas à contrôler les sorties de capitaux [14].

Les tensions de l'économie chinoise vont-elles forcer Pékin à réduire la voilure de ses engagements internationaux. Probablement pas dans un avenir prévisible. A cause de l'importance des enjeux géostratégiques d'une part et du ciment idéologique que représente le nationalisme de grande puissance d'autre part. Mais aussi du fait des liens étroits entre le national et l'international dans le domaine économique lui-même.

Pour sécuriser ses approvisionnements, la Chine capitaliste *doit* contrôler les ressources minières ou agricoles dont elle a besoin *et* sécuriser leur acheminement (via le détroit de Malacca en particulier). La politique de puissance est un impératif économique, comme pour tout impérialisme. De plus, l'exportation de capital et de main d'œuvre sur ses propres chantiers est (aussi) une réponse à la crise d'endettement et de surproduction en Chine même. C'est évident dans le cas du BTP-Travaux publics. Les chantiers en cours sont gigantesques : cinq villes nouvelles en Angola, une ville nouvelle au Maroc, la future capitale égyptienne... (l'Afrique est aujourd'hui le continent où l'urbanisation est la plus rapide).

« En 2015, les entreprises chinoises ont investi plus de 9 milliards de dollars en projets de construction dans le monde, contre 6 milliards en 2014 et 87 millions à peine en 2009 ». « Pour la Chine, les avantages sont évidents : donner du travail à ses entreprises de construction à la peine dans un empire du Milieu déjà bétonné de toutes parts et en proie à une dangereuse bulle immobilière ; écouler ses surplus d'acier et de ciment en les déversant sur le continent africain ; imposer ses normes, son calendrier et servir au mieux les intérêts de ses entreprises et de sa politique en visant des pays clés.

La plupart des grandes entreprises d'Etat chinoises ont une filiale construction. Sur les 452 000 expatriés chinois employés par les grandes entreprises d'Etat en Afrique, 54 % sont des ouvriers travaillant sur ces chantiers d'infrastructures, selon une étude de la European Financial Review. Elles financent, construisent et occupent ces bâtiments. » [15].

Une société en pleine évolution

Issue d'une histoire très particulière, la société chinoise est passée en une centaine d'années d'une transition inachevée à une autre : celle ouverte par l'intervention des impérialismes occidentaux et la révolution de 1911 ; celle ouverte par la révolution maoïste de 1949 ; celle ouverte par le développement d'un nouveau capitalisme endogène à partir des années 1980-90 et par l'intégration à l'ordre capitaliste mondialisé... Statuts sociaux, rapports de genre, relations de production, idéologies n'ont cessé d'être bouleversés.

Démographie vieillissante. La politique de l'enfant unique, établie en 1979, a été abandonnée, mais cela n'a pas provoqué un boom de naissances. D'ici à 2030, la part des plus de 65 ans devrait quasiment avoir doublé, pour atteindre 18 % de la population. Ce vieillissement accéléré conjugué à des perspectives économiques moins radieuses menace de faire tomber la deuxième économie mondiale dans le « piège des pays à revenu moyen », dit middle-income trap. « *La Chine sera-t-elle vieille avant d'avoir été riche ?* » s'interrogeait ainsi le Cepii dans une note publiée fin novembre 2016. [16].

Patriarcats d'avant-hier et d'aujourd'hui. Le groupe dirigeant qui entoure le président Xi Jinping est au fait de la complexité de la situation. Il verrouille en conséquence l'ordre politique - au sein du PCC comme dans le pays - et fait appel au versant le plus conservateur du confucianisme, idéologie d'avant-hier s'il en est combattue par le maoïsme. Dans le même temps, la marchandisation de la vie quotidienne fait son œuvre. Convoler est présenté par les autorités à la fois comme une obligation (assurer une descendance, respecter la morale) et comme un moyen d'ascension sociale (le mariage de raison bourgeois).

Leta Hong Fincher dresse un tableau sombre des injonctions de l'actuelle morale dominante [17]. Les femmes célibataires sont montrées du doigt : à 27 ans passés, elles deviennent des « *laissées pour compte* ». Les hommes aussi d'ailleurs : ils sont les « *branches nues* » - au point que certains louent à l'occasion les services d'une actrice de circonstance pour paraître mariés et ne pas perdre la face [18]. Il revient aux femmes de se conformer à leurs attentes pour les épouser et les sortir de ce célibat maudit. La famille doit rester l'horizon principal d'une femme diplômée, qui pourra ainsi éduquer des enfants performants. Les victimes de violences domestiques doivent se taire pour ne pas exposer en public le linge sale familial. Les injonctions médiatiques ne manquent pas !

Le succès professionnel féminin est dénigré. Le droit des femmes sur les propriétés immobilières (maison familiale) [19] ou foncières (terres agricoles) est attaqué. Le tout à l'encontre des deux grandes lois emblématiques prises au lendemain de la victoire d'Octobre 49 qui proclamaient l'égalité des sexes : les lois sur le mariage et sur la réforme agraire.

Or, dans la Chine contemporaine, les femmes économiquement indépendantes sont légion. Dans le monde rural, elles effectuent la majorité du travail agricole – et devraient perdre leurs droits sur la terre ?

Nous ne revenons pas dans cet article sur la multiplication des conflits sociaux, dans les entreprises ainsi que dans les localités. Ni sur la politique de colonisation interne et de « mise en valeur » des grands espaces périphériques habités par des minorités (Tibétains, Ouïgours...).

Les bouleversements sociaux et sociétaux sont constants, profonds. L'environnement international s'avère particulièrement instable, aléatoire. Mieux vaut dans ces conditions se garder des pronostiques – si ce n'est pour dire que changements, conflits, répression et luttes, il y aura.

Pierre Rousset

Notes

[1] Après huit ans de laborieuses négociations, l'accord avait été signé en février 2016 entre les Etats-Unis et onze autres pays (Canada, Mexique, Chili, Pérou, Japon, Malaisie, Vietnam, Singapour, Brunei, Australie et Nouvelle-Zélande), une vaste zone commerciale représentant 40 % de l'économie mondiale. Mais il n'avait pas été encore ratifié par le Congrès américain, au sein duquel il rencontrait une certaine hostilité, y compris de la part des démocrates

[2] Pierre Rousset, ESSF (article 36230), [Asie orientale : la tension monte d'un cran entre Chine et Etats-Unis](#).

[3] ESSF (article 40109), [Trump & World geopolitics : China will be the winner if US backs out of the TPP](#).

[4] ESSF (article 40099), [Matières premières et géopolitique : Comment la Chine a pris le contrôle du marché des terres rares](#).

[5] ESSF (article 39905), [Une approche globale : le grand bond en avant des compagnies pétrolières chinoises](#).

[6] ESSF (article 40129), [Astronomy : China completes world's largest radio telescope](#).

[7] ESSF (article 38686), [Avionneur : La Chine se targue d'avoir construit le plus gros hydravion du monde](#).

[8] ESSF (article 40128), [A Businessman Eye - Made in China : three ways Chinese business has evolved from imitation to innovation](#).

[9] ESSF (article 37207), [Financial Institutions and World Economy : China rewrites the global rules](#).

[10] ESSF (article 40133), [Empreinte géographique : Et la Chine inventa l'étalement urbain en Afrique, grâce aux motos-taxis](#).

- [11] ESSF (article 40138), [Mer de Chine : les petits arrangements diplomatiques de la Chinafrique.](#)
- [12] Pierre Rousset, ESSF (article 37117), [Le déploiement international du nouvel impérialisme chinois.](#)
- [13] Essf (article 39872), [Air, eau, sol, bruit \(mais ni le CO2 ni les déchets nucléaires\) : la Chine adopte une taxe sur les émissions polluantes.](#)
- [14] ESSF (article 40139), [Chine : les cinq risques qui menacent sa croissance - Choc Trump, endettements, monnaie, démographie....](#)
- [15] ESSF (article 40134), [Après les stades et les palais présidentiels, la Chine construit les HLM africains.](#)
- [16] ESSF (article 40139), op. cit.
- [17] ESSF (article 40125), [For richer, for poorer : how China's laws put women second - Marriage and divorce, land and property, at work and at home.](#)
- [18] ESSF (article 40127), [Gender & demography : 'bare branches' unmarried men stuck between tradition and capitalism.](#)
- [19] ESSF (article 35742), [Property Boom - China's growing gender gap : women are not just 'leftover' but left out.](#)